

DÉCLARATION RELATIVE À L'EXERCICE OU À LA PÉRIODE DU / / 20..... AU / / 20.....

Horaires d'ouverture sur www.impots.gouv.fr, rubrique « Contact »

Cette déclaration doit obligatoirement être renvoyée **au plus tard le 5 mai 2026 (clôture au 31/12/2025) ou dans les trois mois de la clôture de l'exercice** (clôture en cours d'année) (CGI, ann II, art. 242 septies A)

Identification du destinataire	Nom ou dénomination	
	Adresse	

Rayer les indications imprimées par ordinateur qui ne correspondent plus à la situation exacte de l'entreprise, **rectifiez-les en rouge**.

SIE	Numéro de dossier	Clé	Période	CM	OPT	Code service	Régime

N° d'identification de l'établissement (SIRET)

N° de TVA intracommunautaire

(1) Si vous clôturez votre exercice en cours d'année, rayez la mention CA 12 (en haut à droite).

(2) Si vous clôturez votre exercice le 31 décembre, rayez la mention CA 12 E (en haut à droite).

Si vous n'avez à remplir aucune ligne de ce formulaire (déclaration « néant »), veuillez cocher la case à droite

0010

☐

MODALITÉS DE DÉCLARATION ET DE PAIEMENT

ATTENTION : ne portez pas de centimes d'euro (l'arrondissement s'effectue à l'unité la plus proche : les fractions d'euro inférieures à 0,50 sont négligées, celles supérieures ou égales à 0,50 sont comptées pour 1).

PAIEMENT, DATE, SIGNATURE		RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION		
Date :	Signature :	Somme :	Date :	Pénalités
Téléphone :			N° PEC <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Taux 5 % 9005
			N° d'opération <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Taux % 9006
Paiement par virement bancaire : <input type="checkbox"/>				Taux % 9007
Paiement par imputation * : <input type="checkbox"/>				
* (joindre l'imprimé n° 3516 disponible sur www.impots.gouv.fr ou auprès de votre service des impôts).		Date de réception		

CADRE RÉSERVÉ À LA CORRESPONDANCE

Depuis le 1er octobre 2014, vous avez l'obligation de télédéclarer et télépayer la TVA par transfert de fichier ou Internet.

La somme due est prélevée automatiquement, au plus tôt à la date d'échéance.

Les demandes de remboursement de crédit de TVA doivent également être télétransmises.

Pour plus d'informations, vous pouvez vous connecter sur le site www.impots.gouv.fr, rubrique « Professionnels » ou contacter votre service.

N'hésitez pas à prendre contact avec votre service des impôts, s'il vous manque une indication pour remplir cette déclaration. Vous pouvez également vous reporter à la notice, si vous souhaitez des informations sur la TVA intracommunautaire, le coefficient de taxation ou l'euro.
Les dispositions des articles 49, 50, 53 et le cas échéant, 51, 55 et 56 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

I – TVA BRUTE							
OPÉRATIONS NON TAXÉES			Base hors taxe	OPÉRATIONS NON TAXÉES			Base hors taxe
01	Achats en franchise	0037	.....	04	Livraisons intracommunautaires à destination d'une personne assujettie	0034	.....
02	Exportations hors UE	0032	.....				.....
03	Autres opérations non imposables	0033	.....				.....
3A	Ventes à distance taxables dans un autre État membre au profit de personnes non assujetties	0047	.....	4B	Ventes de biens ou prestations de services réalisées par un assujetti non établi en France (article 283-1 du code général des impôts)	0043	.....
3B	Mises à la consommation de produits pétroliers	0049	.....	4D	Livraisons d'électricité, de gaz naturel, de chaleur ou de froid non imposables en France	0029	.....
OPÉRATIONS TAXÉES				Base hors taxe		Taxe due	
– réalisées en France métropolitaine							
5A	Taux normal 20 %		0207	.....		.....
5B	Taux normal 20 % sur les produits pétroliers		0208	.....		.....
06	Taux réduit 5,5 %		0105	.....		.....
6C	Taux réduit 10 %		0151	.....		.....
– réalisées dans les DOM							
07	Taux normal 8,5 %		0201	.....		.....
08	Taux réduit 2,1 %		0100	.....		.....
– à un autre taux (France métropolitaine ou DOM)							
09	Opérations imposables à un taux particulier		0950	.....		.....
9A	Taux réduit 13 % sur les produits pétroliers		0152	.....		.....
10	Anciens taux		0900	.....		.....
– autres opérations							
AA	Achats d'électricité, de gaz naturel, de chaleur ou de froid imposables en France		0030	.....		.....
AB	Achats de biens ou de prestations de services réalisés auprès d'un assujetti non établi en France (article 283-1 du code général des impôts)		0040	.....		.....
AC	Achats de prestations de services auprès d'un assujetti non établi en France (article 283-2 du code général des impôts)		0044	.....		.....
11	Cessions d'immobilisations		0970	.....		.....
12	Livraisons à soi-même		0980	.....		.....
13	Autres opérations imposables		0981	.....		.....
16	TOTAL DE LA TAXE DUE (ligne 5A à 13)						
Autre TVA DUE							
17	Remboursements provisionnels obtenus en cours d'année ou d'exercice		0983	.....		.....
18	TVA antérieurement déduite à reverser dont TVA sur les produits pétroliers		0600	.....		.....
AD	Sommes à ajouter		0602	.....		.....
19	TOTAL DE LA TVA BRUTE DUE (lignes 16 + 17 + 18 + AD)						
II – TVA DÉDUCTIBLE							
AUTRES BIENS ET SERVICES						Taxe déductible	
20	Déductions sur factures (1)		0702	.....		.....
21	Déductions forfaitaires (1)		0704	.....		.....
22	TOTAL (lignes 20 + 21)						
IMMOBILISATIONS							
23	TVA déductible sur immobilisations (1)		0703	.....		.....
AUTRE TVA À DÉDUIRE							
24	Crédit antérieur non imputé et non remboursé		0058	.....		.....
25	Omissions ou compléments de déductions dont régularisations TVA déductible sur les produits pétroliers		0059	.....		.....
25A	(1) Compte-tenu, le cas échéant, du coefficient de déduction	%					
AE	Sommes à imputer		0603	.....		.....
26	TOTAL DE LA TVA DÉDUCTIBLE (lignes 22 + 23 + 24 + 25 + AE)						
2E	Dont TVA déductible sur les produits pétroliers		0711	.....		.....

Si vous réalisez des opérations intracommunautaires, pensez à l'état récapitulatif des clients (livraisons de biens) ou à la déclaration européenne de services (prestations de services) à souscrire auprès de la Direction Générale des Douanes et des Droits indirects (cf. notice de la déclaration CA12).

III – TVA NETTE									
RÉSULTAT DE LA LIQUIDATION								Taxe	
28	TVA due : (Ligne 19 – ligne 26) ou							8900
29	CRÉDIT : (Ligne 26 – ligne 19)							0705
IMPUTATIONS/RÉGULARISATIONS DES ACOMPTES									
	Col. 1 : Montant effectivement payé	Col. 2 : Montant restant à payer	30	Acomptes payés et / ou restant dus (Tot. 1 + Tot. 2)				0018
Acompte 1							
Acompte 2							
	Tot. 1	Tot. 2							
RÉSULTAT NET									
33	SOLDE DÛ si ligne 28 – (lignes 29 + 30) ≥ 0 ou							
34	EXCÉDENT DE VERSEMENT : si ligne 30 – ligne 28 ≥ 0							
35	SOLDE EXCÉDENTAIRE : (lignes 29 + 34)							0020
IV – DÉCOMPTE DES TAXES ASSIMILÉES									
Nature des taxes								Taxe brute	
36	Taxe sur la cession de droits d'exploitation audiovisuelle des manifestations sportives au taux de 5 % (CIBS, art. L455-28)				Base imposable		4215	.....
37	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles (CGI, art. 302 bis MB)						4220	.....
	Taxe sur les vidéogrammes (CIBS, art. L452-28)								
38A	– au taux de 1,8025 %				Base imposable		4330	.....
38B	– au taux de 15 %						4331	.....
	Taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande (CIBS, art. L453-25)								
					Base imposable				
					Sur les abonnements		Sur les paiements à l'acte		
					Total a + b				
42	– au taux de 5,15 %	a		b			4229	.....
43	– au taux de 15 %	a		b			4228	.....
	Taxe sur la la publicité diffusée au moyen de services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande (CIBS, art. L454-16)								
					Base imposable				
					Sur les abonnements		Sur les paiements à l'acte		
					Total a + b				
43A	– au taux de 5,15 %	a		b			4298	.....
43B	– au taux de 15 %	a		b			4299	.....
44	Taxe sur les actes des huissiers de justice (CGI, art. 302 bis Y) (14,89 € par acte accompli à compter du 1 ^{er} janvier 2017)				Nombre d'actes		4206	.....
45	Taxe due par les employeurs de main-d'œuvre étrangère (CESEDA, art. L436-10)						4314	.....
45B	Taxe sur le transport maritime de passagers dans certains territoires côtiers – Embarquement ou débarquement en Corse (CIBS, art. L423-57 et suivants)				Nombre de passagers		4325	.....
46	Taxe pour le développement de la formation professionnelle dans les métiers de la réparation de l'automobile, du cycle et du motocycle (CGI, art. 1609 sexvicies), au taux de 0,75 %				Base imposable		4217	.....
47	Taxe sur la publicité diffusée au moyen de documents imprimés (CIBS, art. L454-29), au taux de 1 %				Base imposable		4213	.....
4F	Taxe sur les excédents de provision des entreprises d'assurance de dommages (CGI, art. 235 ter X)						4238	.....
4K	Contribution due par les gestionnaires des réseaux publics d'électricité (CGCT, art. L 2224-31 I bis)						4236	.....
4L	Taxe sur les ordres annulés dans le cadre d'opérations à haute fréquence (CGI, art. 235 ter ZD bis)						4239	.....
4M	Taxe spéciale due en cas de non-respect de l'engagement de conserver pendant 5 ans les parts de FCPR ou FCPI (article 209-0 A du CGI)						4326	.....
4N	Taxe sur les réductions de capital consécutives au rachat par certaines sociétés de leurs propres actions (CGI, art. 235 ter XB)				Base imposable		4334	.....
60A	Redevance sanitaire d'abattage (CGI, art. 302 bis N à 302 bis R)						4253	.....
60B	Redevance sanitaire de découpage (CGI, art. 302 bis S à 302 bis W)						4254	.....
61	Redevance sanitaire pour le contrôle de certaines substances et de leurs résidus (CGI, art. 302 bis WC)						4247	.....
62	Redevance sanitaire de première mise sur le marché des produits de la pêche ou de l'aquaculture (CGI, art. 302 bis WA)						4248	.....
63	Redevance sanitaire de transformation des produits de la pêche ou de l'aquaculture (CGI, art. 302 bis WB)				Nombre de tonnes		4249	.....

64	Redevance pour agrément des établissements du secteur de l'alimentation animale (125 € par établissement) (CGI, art. 302 bis WD à WG)	Nombre d'établissements		4250	.....
65	Redevance phytosanitaire à la circulation intracommunautaire et à l'exportation (Code rural et de la pêche maritime, art. L 251-17-1)				
66	– à la circulation intracommunautaire (PPE)			4273	.....
66	– à l'exportation			4274	.....
66A	Taxe sur les produits phytopharmaceutiques (Code rural et de la pêche maritime, art. L 253-8-2)				
	– au taux de 0,9 %	Base imposable	a		
	– au taux de 0,1 %		b		
66A	Total de la taxe sur les produits phytopharmaceutiques due (a*0,9%+b*0,1%)			4321	.....
67	Taxe forfaitaire sur les ventes de métaux précieux, de bijoux, d'objets d'art, de collection et d'antiquité (CGI, art. 150 VI à VM)				
67	– sur les ventes de métaux précieux au taux de 11 %	Base imposable		4268	.....
68	– sur les ventes de bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité au taux de 6 %			4270	.....
69	Contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) (CGI, art. 1600-0 I)				
69	– sur les ventes de métaux précieux au taux de 0,5 %	Base imposable		4269	.....
70	– sur les ventes de bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité au taux de 0,5 %			4271	.....
70A	Taxe annuelle sur les véhicules lourds de transport de marchandises (CIBS, art. L421-94)				
		Nb de véhicules	dont nb de véhicules rail-route	Montant de la taxe	
	1-Véhicules à moteur isolés	PTAC inférieur à 27 t		1a	
		PTAC supérieur ou égal à 27 t		1b	
	2-Ensembles articulés constitués d'un tracteur et d'une ou plusieurs semi-remorques	PTRA inférieur à 39 t		2a	
		PTRA supérieur ou égal à 39 t		2b	
	3-Remorques de la catégorie O4			3	
	Total de la taxe annuelle sur les véhicules lourds de transport de marchandises due (1a + 1b + 2a + 2b + 3)			4303	.....
70B	Taxe annuelle sur les émissions de dioxyde de carbone des véhicules de tourisme (CIBS, a du 1° de l'art. L421-94)			4323	.....
	Une fiche d'aide au calcul (formulaire n°2857-FC-SD) et sa notice sont disponibles sur impots.gouv.fr				
	Nombre de véhicules relevant du nouveau dispositif d'immatriculation (depuis le 1 ^{er} mars 2020)				
	Nombre de véhicules ne relevant pas du nouveau dispositif d'immatriculation: (réception européenne, dont la première mise en circulation est intervenue à compter du 1 ^{er} juin 2004 et non utilisés par le redevable avant le 1 ^{er} janvier 2006)				
	Nombre d'autres véhicules soumis à la taxe				
	Nombre de véhicules exonérés dont la source d'énergie est l'électricité, l'hydrogène ou une combinaison des deux				
	Nombre des autres véhicules exonérés				
70C	Taxe annuelle sur les émissions de polluants atmosphériques des véhicules de tourisme (CIBS, b du 1° de l'art. L421-94). Une fiche d'aide au calcul (formulaire n°2858-FC-SD) et sa notice sont disponibles sur impots.gouv.fr			4313	.....
	Nombre de véhicules exonérés				
70D	Taxe annuelle incitative relative à l'acquisition de véhicules légers à faibles émissions pour les flottes comprenant au moins 100 véhicules (CIBS, 1°bis de l'art. L421-94). Une fiche d'aide au calcul (formulaire n°2854-FC-SD) et sa notice n°2854-FC-NOT-SD sont disponibles sur impots.gouv.fr			4335	.....
	Nombre de véhicules taxables (b du 1° de l'article L. 421-132-4)				
	Nombre de véhicules légers taxables à faibles émissions (2° de l'article L. 421-132-4)				
	Nombre de véhicules taxables ayant intégré la flotte au cours de l'année civile				
	Nombre de véhicules loués à l'entreprise ou autrement mis à sa disposition pour une durée d'au moins une année				
	Durée cumulée d'affectation à des fins économiques au cours de l'année civile des véhicules taxables loués ou autrement mis à disposition pour une durée inférieure à une année				
	Prélèvement sur les paris hippiques				
71	– au profit de l'État (CGI, art. 302 bis ZG), au taux de 20,2 %	Base imposable		4256	.....
72	– au profit des organismes de sécurité sociale (CSS, art. L137-20), au taux de 6,9 %			4259	.....
73	– engagés depuis l'étranger sur des courses françaises et regroupés en France (CGI, art. 302 bis ZO), au taux de 12 %			4255	.....
73A	Prélèvement sur les paris hippiques portant sur des épreuves passées (CGI, art. 302 bis ZG, II), au taux de 20,2 %	Base imposable		4336	.....

	Redevance due par les opérateurs agréés de paris hippiques en ligne					
74	– Enjeux relatifs aux courses de trot (CGI, art. 1609 tertricies) (cf. notice pour les taux applicables)				4266	.....
75	– Enjeux relatifs aux courses de galop (CGI, art. 1609 tertricies) (cf. notice pour les taux applicables)				4267	.....
	Prélèvement sur les paris sportifs en ligne					
76A	– au profit de l'État (CGI, art. 302 bis ZH), au taux de 33,7 %	Base imposable			4309	.....
77A	– au profit des organismes de sécurité sociale (CSS, art. L137-21) (cf. notice pour les taux applicables)	Base imposable			4310	.....
78A	– au profit de l'agence nationale du sport (ANS) (CGI, art. 1609 tricies), au taux de 10,6 %	Base imposable			4311	.....
	Prélèvements sur les paris sportifs commercialisés en réseau physique de distribution					
76B	– au profit de l'État (CGI, art. 302 bis ZH), au taux de 27,9 %	Base imposable			4306	.....
77B	– au profit des organismes de sécurité sociale (CSS, art. L137-21) (cf. notice pour les taux applicables)	Base imposable			4307	.....
78B	– au profit de l'agence nationale du sport (ANS) (CGI, art. 1609 tricies), au taux de 6,6 %	Base imposable			4308	.....
	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne					
79	– au profit de l'État (CGI, art. 302 bis ZI), au taux de 1,8 %	Base imposable			4258	.....
80	– au profit des organismes de sécurité sociale (CSS, art. L137-22) (cf. notice pour les taux applicables)				4261	.....
80A	Contribution sur les publicités et actions promotionnelles due par les opérateurs de jeux et paris (CSS, art. L137-27), au taux de 15 %	Base imposable			4337	.....
84	Taxe sur l'exploration d'hydrocarbures calculée selon le barème fixé à l'article 1590 du CGI et perçue au profit des collectivités territoriales	Code INSEE de la collectivité	Montant		4291	.....
	– Droits pour le département ou la collectivité territoriale :					
	– Droits pour le département ou la collectivité territoriale :					
	– Droits pour le département ou la collectivité territoriale :					
	– Droits pour le département ou la collectivité territoriale :					
	– Droits pour le département ou la collectivité territoriale :					
88	Contribution sur les boissons non alcooliques contenant des sucres ajoutés (CGI, art.1613 ter)	Nombre d'hectolitres			4294	.....
89	Contribution sur les boissons non alcooliques (CGI, art. 1613 quater II 1°)	Nombre d'hectolitres			4296	.....
90	Contribution sur les boissons non alcooliques contenant des édulcorants de synthèse (CGI, art. 1613 quater II 2°)	Nombre d'hectolitres			4295	.....
92	Contribution sur les eaux minérales naturelles (CGI, art. 1582)	Code INSEE de la commune	Nombre d'hectolitres	Montant	4293	.....
	– Droits pour la commune :					
	– Droits pour la commune :					
	– Droits pour la commune :					
	– Droits pour la commune :					
	– Droits pour la commune :					
	– Droits pour la commune :					
93	Taxe sur certains services numériques (TSN) (CIBS, art. L453-45 et L453-82)	Montant dû au titre de la mise en relation (a)	Montant dû au titre de la publicité (b)		4301	.....
94	Taxe sur la mise en relation par voie électronique en vue de fournir certaines prestations de transport (CIBS, art. L454-35)	Base imposable			4322	.....
	TOTAL DES LIGNES 36 à 94 (à reporter ligne 55)					.....

V – CONSOMMATEURS D'ÉNERGIE : RÉGULARISATION D'ACCISE SUR LES ÉNERGIES											
	Crédit d'accise sur les énergies								Versement d'accise sur les énergies		
		Crédit constaté (a)		Crédit imputé sur la TVA (dans la limite de la ligne 33) (b)		Reliquat de crédit à rembourser (a-b)			Taxe due		
		Montant			Montant		Montant		Montant		
	Accise sur l'électricité	.....	X1	8100	.....	Y1	8110	.....	Z1	8120	.....
	Accise sur les gaz naturels	.....	X2	8101	.....	Y2	8111	.....	Z2	8121	.....
	Accise sur les charbons	.....	X3	8102	.....	Y3	8112	.....	Z3	8122	.....
	Accise sur les autres produits énergétiques	.....	XA	8105	.....	YA	8115	.....		
	Accise sur le gazole non routier agricole								ZB	8125	.....
	Majoration de l'accise sur l'électricité	.....	M1	8200	.....	M4	8210	.....	M7	8220	.....
	Majoration de l'accise sur les gaz naturels	.....	M2	8201	.....	M5	8211	.....	M8	8221	.....
	Majoration de l'accise sur les charbons	.....	M3	8202	.....	M6	8212	.....	M9	8222	.....
	TOTAL	.....	X4 (X1+X2+X3+XA +M1+M2+M3) à reporter ligne X5		.....	Y4 (Y1+Y2+Y3+YA +M4+M5+M6) à reporter ligne Y5		.....	Z4 (Z1+Z2+Z3+ZB +M7+M8+M9) à reporter ligne Z5		.....

VI – RÉCAPITULATION												
49	Solde excédentaire (report de la ligne 35)				.....	X5	Crédit d'accise sur les énergies des consommateurs imputé sur la TVA (report de la ligne X4)			8103	.....
50	Remboursement de crédit de TVA demandé au cadre VII			8002	.....	54	TVA nette due (ligne 33 – ligne X5)			8901	.....
51	Crédit à reporter (cette somme est à reporter ligne 24 de la prochaine déclaration CA 12 / CA 12 E)			8003	.....	55	Taxes assimilées (total lignes 36 à 94)				.....
52	Crédit imputé sur les prochains acomptes			8004	.....	Z5	Total de l'accise sur les énergies dû par les consommateurs (report de la ligne Z4)			8123	.....
Y5	Remboursement de reliquat d'accise sur les énergies demandé par les consommateurs (report de la ligne Y4)			8113	.....	ATTENTION ! UNE SITUATION DE TVA CRÉDITRICE (LIGNE 49 SERVIE) NE DISPENSE PAS DU PAIEMENT DES TAXES ASSIMILÉES DÉCLARÉES LIGNE 55 ET DE L'ACCISE SUR LES ÉNERGIES DÉCLARÉE LIGNE Z5.					
Acomptes (cochez les cases correspondant aux acomptes déduits I. 30). Précisez l'année.												
58	Juillet [][][][]			Décembre [][][][]			56	TOTAL À PAYER (lignes 54 + 55 + Z5) (N'oubliez pas d'effectuer le règlement correspondant)			9992
BASE DE CALCUL DES ACOMPTES DUS AU TITRE DE L'EXERCICE SUIVANT												
57	TVA [ligne 16 – (lignes 11 + 12 + 22)]										

VII – DEMANDE DE REMBOURSEMENT

Crédit remboursable dégagé à la clôture de l'année ou de l'exercice (≥ 150 €, ou, < à 150 € uniquement en cas de cession, décès, entrée dans un groupe TVA) (ligne 29)	a	
Excédent de versement dégagé (ligne 34)	b	
Maximum remboursable (a + b)	c	
Remboursement demandé	d	
Crédit reportable (c – d)	e	

Le soussigné (nom, prénom, qualité) :

demande le remboursement de la somme de (en chiffres)

– à créditer au compte désigné

– à imputer sur une échéance future (joindre l'imprimé n° 3516)

À

Le

Signature :

Cocher selon le choix

- 6 -

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

L'Inspecteur (1) **Le contrôleur (1)** des finances publiques soussigné émet un avis :
– Favorable
– Défavorable

(1) au remboursement de la somme

De

Observations (2) :

Code rejet / Adm partielle

Type de rejet Type de contrôle

N° ALPAGE

À , Le
Signature et cachet d'authenticité :

Le directeur soussigné autorise le remboursement

de la somme de

au profit de

La présentation d'une caution	<ul style="list-style-type: none"> – a été exigée (1) – n'a pas été exigée (1)
-------------------------------	--

À , Le
Signature et cachet d'authenticité :

Décisions prises par délégation			
Nature op.	Numéro op.	Date	Nom – signature

Le comptable soussigné certifie que l'entreprise demanderesse :

- (1) – ne figure à aucun titre comme reliquataire dans les écritures du service des impôts des entreprises ;
– est redevable de la somme de
– au titre de

Observations (3)

N° d'enregistrement MEDOC |_|_|_|_|_|_|_|_|

À _____, Le _____
Signature et cachet d'authenticité :

(1) Rayer la mention qui ne convient pas.
(2) Indiquer, notamment, les raisons pour lesquelles il paraît opportun d'exiger une caution. Préciser, le cas échéant, les motifs de rejet total ou partiel du remboursement demandé.
(3) Indiquer, notamment, les raisons pour lesquelles il paraît opportun d'exiger une caution. Préciser, le cas échéant, qu'un avis de compensation n° 3382 est établi.